

Vers des pratiques émancipatrices

Martin Breagh

Number 756, April–May 2012

Notre démocratie : fiction ou réalité?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/66240ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Breagh, M. (2012). Vers des pratiques émancipatrices. *Relations*, (756), 18–19.

Vers des pratiques émancipatrices

Ouvrir l'imaginaire qui sous-tend le débat sur les institutions démocratiques permet de mettre en lumière des pratiques politiques porteuses de liberté, d'égalité et de solidarité.

MARTIN BREAUGH

L'auteur, professeur agrégé de science politique à l'Université York de Toronto, a publié *L'expérience plébéienne. Une histoire discontinuée de la liberté politique* (Payot-Rivages, 2007).

Dans un article publié le 10 décembre dernier dans *Le Devoir*, Joseph Yvon Thériault défendait avec vigueur nos institutions politiques. Selon lui, la configuration politique dominante de la modernité, notamment le gouvernement représentatif et le système des partis politiques, concrétise l'idée que le peuple doit être au fondement de la « politique », définie comme « l'action pour ordonner la société au-delà des différences ». Cette configuration réussit ainsi à accomplir la difficile et délicate tâche de réconcilier politique et démocratie. Le sociologue insiste sur l'importance des médiations en démocratie et souligne que le rôle des partis politiques est de rendre « lisible le choix des électeurs », dans le cadre d'un régime parlementaire à la Westminster qui offre aux sociétés libérales une nécessaire stabilité politique. C'est pourquoi les tentatives actuelles de « faire de la politique autrement » en diminuant, par exemple, le pouvoir des élus ou en s'attaquant à la partisanerie politique, relèvent de l'« impolitique ».

Cette position résume, à grands traits, les postulats de base de la plupart des acteurs politiques d'ici ou d'ailleurs : c'est celle de Jean Charest et de Nicolas Sarkozy, mais aussi de Barack Obama et de feu Jack Layton. Elle est également la toile de fond du travail des journalistes, commentateurs et autres détenteurs du pouvoir médiatique et communicationnel. Qui plus est, elle rejoint les courants dominants de la recherche en sociologie politique et, de manière encore plus prononcée, en science politique. C'est dire que cette perspective est largement répandue et constitue un des argumentaires les plus importants en faveur de la préservation des institutions politiques actuelles.

Or, l'imaginaire politique qui sous-tend ce débat sur les institutions démocratiques me semble plutôt restreint. Il est nécessaire, pour revitaliser la discussion, d'étendre le champ de nos possibles politiques, notamment en direction de configurations démocratiques capables d'offrir au plus grand nombre une participation politique effective et,

par ce biais, davantage de liberté, de solidarité et d'égalité. C'est pourquoi il importe d'abord de réaliser une analyse critique de cette position qui puise aussi bien dans l'histoire que dans la théorie et la pratique des institutions de la démocratie moderne. Une telle analyse demeure toutefois insuffisante : il faut aussi scruter le réel afin d'y trouver des signes de renouveau politique et de pratiques émancipatrices.

UNE CRITIQUE DE LA POLITIQUE

Le système des partis politiques est une composante fondamentale de la configuration politique dominante de la modernité. Si l'émergence historique des partis au XIX^e siècle coïncide avec l'extension progressive du droit de vote, c'est précisément parce que cette forme d'organisation politique visait à accueillir le plus grand nombre, à offrir une organisation capable de canaliser les énergies démocratiques nouvellement libérées. Comme nous l'enseigne Moisei Ostrogorski dans son ouvrage classique *La démocratie et l'organisation des partis politiques* (1902), ceux-ci sont, dès leur apparition, marqués par une « ligne de parti » qui ruine la spontanéité et réduit l'action politique à des « performances réglées »

(Seuil, 1979, p. 46). Cette discipline de parti est d'ailleurs plus présente en régime parlementaire que présidentiel. Les partis s'y transforment ainsi en « machines électorales » qui visent à obtenir et à préserver, coûte que coûte, le pouvoir politique. De plus, en offrant une lecture totalisante des problèmes politiques – qui se modèle davantage selon l'air du temps que selon l'optique idéologique choisie –, les partis encouragent

le « conformisme politique » en prônant « l'orthodoxie du parti » établie et relayée par des politiciens professionnels.

La vie politique québécoise d'aujourd'hui illustre bien ces phénomènes. Les deux « vieux » partis, le Parti libéral et le Parti québécois, restent des « machines électorales » ô combien disposées à sacrifier des idées et des principes pour obtenir ou conserver le pouvoir ! Ils sont dirigés par des politiciens de métier maniant aussi bien la langue de bois (« les mains sur le volant ») que la langue de caoutchouc (« la gouvernance souverainiste »). Même la création récente d'un nouveau parti politique, la Coalition avenir Québec, basée sur une volonté d'appréhender les problèmes par le biais de la « lucidité », est réalisée par des politiciens professionnels dont le mot d'ordre idéologique reste, jusqu'à présent, « on verra ». Dans de telles conditions, on voit mal comment les partis politiques rendent « lisible le choix des électeurs ». Au contraire, cette forme

Il importe d'abord de réaliser une analyse critique qui puise aussi bien dans l'histoire que dans la théorie et la pratique des institutions de la démocratie moderne. Une telle analyse demeure toutefois insuffisante : il faut aussi scruter le réel afin d'y trouver des signes de renouveau politique.



OUVRIR DES HORIZONS

Il me semble que deux phénomènes pointent vers un renouvellement des pratiques politiques émancipatrices au Québec et au Canada, c'est-à-dire des pratiques qui cherchent à approfondir la liberté, l'égalité et la solidarité.

D'abord, depuis plusieurs années déjà, on peut observer le réaménagement d'un espace de pensée critique au Québec. Que ce soit par le biais de journaux et de revues engagées (*À Bâbord!*, *Le Couac*, *Nouveaux cahiers*

Christian Tiffet,
*Démocratie et espace
public*, 2012

du socialisme, *Possibles*, *Relations*) ou par la création récente de maisons d'édition de qualité (Écosociété, Lux, M éditeur), les idées semblent avoir retrouvé leurs lettres de noblesse. Cette vigueur se manifeste notamment par l'introduction, dans le débat public, de problèmes politiques fondamentaux trop souvent négligés par les tenants du statu quo politique: la décroissance, les poursuites-bâillons, la montée du masculinisme, la souveraineté alimentaire, etc. Ce nouvel espace pour la pensée critique témoigne d'une volonté de renouveler les paramètres du débat public et, ce faisant, d'ouvrir sur des horizons autres que ceux de l'état actuel des réalités politiques.

Ensuite, la globalisation néolibérale a été un redoutable catalyseur des forces sociales et politiques extra-parlementaires. Le mouvement altermondialiste, du Sommet des Amériques à Québec en 2001 au mouvement des Indignés de l'automne 2011, demeure un formidable laboratoire politique où l'utopie d'une vie émancipée se collette aux exigences de l'action à plusieurs. Dans le cas du mouvement Occupons, l'intelligence avec laquelle les assemblées générales se sont organisées afin de permettre une participation maximale et respectueuse du plus grand nombre force l'admiration. Lorsque l'on compare ces assemblées aux délibérations de l'Assemblée nationale et de la Chambre des communes, c'est à se demander lesquelles réussissent davantage à concilier politique et démocratie. Il me semble que la poursuite de telles expériences de la vie collective serait en mesure d'enrichir notre imaginaire et d'offrir des pistes pour une éventuelle re-composition de l'action politique, qui approfondirait notre rapport à la démocratie. L'esprit de cet effort rejoint l'attitude de ce penseur infatigable de l'autonomie qu'était Cornelius Castoriadis, quand en réponse à la question «Que voulez-vous donc? Changer l'humanité?», il affirma: «Non, quelque chose d'infiniment plus modeste: que l'humanité se change, comme elle l'a déjà fait deux ou trois fois» («Voie sans issue?», *Le monde morcelé. Les carrefours du labyrinthe* 3, Seuil, 2000, p. 124). ●

Certes, le régime parlementaire a conféré une grande stabilité politique au Québec et au Canada. Sans retracer ici l'histoire des considérations aristocratiques, voire antidémocratiques, à l'origine du gouvernement représentatif, il importe de se rappeler que le parlementarisme britannique est d'abord et avant tout un régime de «notables», c'est-à-dire un système qui favorise, par le recours aux élections, un «type d'élite particulier» (Bernard Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, Flammarion, 1996). Ce régime est fondé sur des principes formulés explicitement dans le but de réserver l'exercice du pouvoir politique au petit nombre. Dans les faits, comme en théorie, c'est un régime qui confère une grande stabilité politique au prix de la qualité démocratique de l'espace public. De plus, on observe dans ces régimes un rapport particulièrement crispé, même maladif, à l'ordre et à la stabilité, qui se dévoile lorsque surgissent de nouvelles expériences politiques – le mouvement Occupons en est un bel exemple – qui ne s'inscrivent pas dans le cadre des institutions en place. Le désir de stabilité prime ainsi sur l'acceptation de l'expression conflictuelle de la dissidence politique. En effet, que dire de la qualité démocratique de sociétés qui, face à des manifestations pacifiques, déploient massivement les soi-disant «forces de l'ordre», créent des enclos et des périmètres de sécurité tout en adoptant, dans une totale opacité, des décrets permettant la suspension des droits civiques les plus élémentaires? Les événements entourant la rencontre du G20, à l'été 2010 à Toronto, témoignent éloquentement de ce rapport malsain à l'ordre.

RELATIONS avril-mai 2012